

La gestion des connaissances pour un développement durable



2010-2011
Rapport Annuel

ied INNOVATION
ENVIRONNEMENT
DEVELOPPEMENT
AFRIQUE



Mot du Directeur	5
IED Afrique, bref rappel...	6
Introduction	7
De la participation à la gestion des connaissances	7
La co-innovation (méthodologique) par la recherche action et l'expérimentation	8
La capitalisation des expériences	8
La communication et le réseautage	8
Capitaliser et diffuser les savoirs paysans	10
AGRIDAPE : promouvoir l'agriculture durable par le partage des connaissances	10
Faire de la gestion de la connaissance le socle de la participation citoyenne	12
Programme Réussir la Décentralisation: co-produire des connaissances sur la décentralisation	14
FAGLAF : Les TIC au service de la gouvernance	16
ANSA –Africa : promouvoir la transparence et la redevabilité par le partage des connaissances	18
Valoriser les connaissances pour une meilleure gouvernance des RN	19
FSSA : mobiliser les savoirs locaux pour répondre aux changements climatiques	19
EGP : valoriser la concertation pour la co gouvernance des RN	22
Publications 2010-2011	24
Partenariats et Evènements 2010-2011	25
Promouvoir l'Expérimentation et l'Innovation Paysannes au Sahel (PROFEIS)	25
Partenariat avec la Banque Mondiale pour le renforcement des capacités de la société civile guinéenne	25
Migration et Changement climatique	25
Partenariat avec World Vision	25
ONU-FEMME : Genre et renforcement de la participation citoyenne	26
Appui à la capitalisation des expériences de VECO Sénégal et Gambie,	26
Foire des savoirs de Niamey, Niger, juin 2010	26
Forum Régional sur l'évaluation des marchés publics, Kenya, mai 2010	26
Rencontre Régional du FIDAFRIQUE en Afrique de l'Est, Rwanda, septembre 2010	27
Addis Share Fair, Ag-knowledge Africa, Ethiopie, octobre 2010	27
Rencontre thématique sur la parité au Sénégal, janvier 2011	27
Participation à la Foire des Connaissances de Rome, Septembre 2011	27
Rencontre régionale des programmes du FIDA en Afrique de l'Est, novembre 2011	27
Partenaires Financiers 2010-2011	28
Equipe	29

Chers partenaires



C'est avec un plaisir renouvelé que nous partageons avec vous notre rapport annuel. Celui-ci une fois, n'est pas coutume, couvre les exercices 2010 et 2011 qui ont été des années charnières dans la vie de notre institution avec la clôture de certains de nos programmes phares et l'élaboration d'une nouvelle stratégie institutionnelle couvrant la période 2011-2015. Cela nous a conduits à revisiter les actions de IED Afrique dans une perspective de valorisation et de mobilisation de ressources.

C'est dans le cadre de cette réflexion que la gestion des connaissances est ressortie comme un axe transversal majeur d'où le thème de ce rapport annuel. En effet, IED Afrique s'est toujours réclamée comme une organisation apprenante dont le cœur de métier porte sur la production et le partage des savoirs et des connaissances en particulier ceux produits par les communautés à la base. Une telle identité se traduit, chaque jour, par une volonté de développer et d'étendre constamment nos capacités institutionnelles et individuelles aux fins d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Dans cette perspective, l'organisation essaie de créer des espaces ou des plateformes qui permettent aux différents acteurs de s'engager dans des processus d'apprentissage mutuel. Une telle aspiration, pour s'exprimer doit s'appuyer sur une solide culture de gestion des connaissances.

Aujourd'hui, la gestion des connaissances comme stratégie pour améliorer la performance des interventions en matière de développement durable est reconnue. Elle est d'autant plus importante que les organisations travaillent dans des contextes où l'absence de mécanismes et d'outils pour la collecte, le formatage et le partage des savoirs et des connaissances font

que ces derniers restent essentiellement cloisonnés, donc insuffisamment valorisés.

Mais IED Afrique est également connue comme une organisation dont la vocation est de promouvoir une approche participative dans la conception et la mise en œuvre de ses différents programmes. C'est pourquoi, elle considère la gestion des connaissances comme un processus de co-construction impliquant à la fois ceux qui génèrent les connaissances et ceux qui les utilisent ; si ce ne sont pas les mêmes. C'est ce qui justifie, entre autres, la mise en place de plateformes multi-acteurs ou de groupes d'apprentissage autour de la capitalisation des expériences. Ces espaces mettent en relation des acteurs situés à différents niveaux sur l'échelle de production de la connaissance et qui définissent ensemble les éléments de contenus et choisissent les supports les plus adaptés pour gérer les connaissances générées.

Mais nous sommes conscients que la gestion des connaissances est avant tout un processus en perpétuelle évolution. Aussi bien les contenus que les outils doivent être continuellement adaptés à un contexte et des besoins qui évoluent en permanence. Cette situation exige un renouvellement permanent des compétences et des approches pour être en phase avec cette évolution.

Mais nous ne sommes pas seuls dans ce processus. Nous pouvons compter sur un vaste réseau de partenaires. C'est le lieu de les remercier et de souhaiter le renforcement et l'élargissement de ce partenariat. Nos remerciements vont également à nos partenaires financiers qui nous ont fait confiance et dont les appuis nous ont permis de réaliser les activités que nous présentons dans ce rapport.

Mamadou Bara Gueye
Directeur

IED Afrique, bref rappel...

IED Afrique est une organisation à but non lucratif, créée en 2005, en remplacement du Programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED Grande Bretagne) mis en place depuis 1993. Ainsi l'organisation capitalise près de deux décennies de promotion des approches participatives appliquées à la gouvernance en Afrique francophone. IED Afrique a une vocation régionale et conduit actuellement des programmes spécifiques au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal avec des interventions dans d'autres pays comme le Bénin, le Cameroun ou la Mauritanie.

Vision

La vision de IED Afrique est d'appuyer l'émergence d'une société africaine unie et prospère dans laquelle les citoyens et leur communautés participent et orientent les actions de développement durable. Une telle vision est sous-tendue par des valeurs d'équité, de transparence et de responsabilité individuelle et collective.

Mission

La mission d'IED Afrique est de contribuer à la réalisation d'un développement équitable et durable à travers la promotion de politiques et de pratiques inclusives et novatrices.

Axes de travail

L'action d'IED Afrique se structure autour de trois thématiques stratégiques et un axe transversale : la gouvernance locale et la décentralisation ; l'agriculture durable et l'innovation paysanne ; et les changements climatiques et la gestion durable des ressources naturelles. La gestion des connaissances constitue l'axe transversal.

Stratégie

La stratégie d'IED Afrique comporte trois éléments centraux ; à savoir (1) l'innovation méthodologique par la recherche action, (2) le partenariat et la mise en réseau, (3) la communication et la gestion des connaissances.



L'action de développement s'intègre aujourd'hui dans une société de l'information et du savoir qui la renseigne et la renforce à l'échelle planétaire. Avec l'évolution incroyable des technologies de l'information et de la communication, la valorisation des connaissances est un capital reconnu et la durabilité des modes de vie.

Cependant, beaucoup de défis fondamentaux attendent encore des réponses efficaces et éprouvées. Malgré la multitude d'expériences accumulées et d'innovations pertinentes à différentes échelles, le partage des connaissances et au-delà, le passage à l'échelle, demeurent une difficulté majeure. En effet, les savoirs restent cloisonnés dans leur sphère de production et ne s'enrichissent que trop peu des connaissances générées par d'autres acteurs partageant pourtant les mêmes préoccupations.

L'approche de gestion de connaissances devient donc une nécessité pour aborder de façon pertinente les questions de développement et construire des réponses plus appropriées. Il s'agit d'un concept novateur et très en vogue qui renvoie aux mécanismes par lesquels des connaissances sont tirées des expériences collectives, capitalisées et partagées pour un renforcement des actions courantes ou futures. La formalisation et la mise en synergie des savoirs permettent d'augmenter la qualité des actions, de prendre de meilleures décisions et de développer la capacité d'innovation.

Par ailleurs, dans un environnement de crise du financement du développement, la gestion des connaissances implique une optimisation des coûts et facilite une mobilisation et une mutualisation des ressources.

De la participation à la gestion des connaissances

Ainsi, IED Afrique après plus de deux décennies d'innovation dans le domaine de la gouvernance locale, l'agriculture durable, de la gestion durable des ressources naturelles et de la promotion des approches participatives, met l'accent sur la gestion des connaissances comme axe transversal de son action au service des communautés. En effet, l'émergence d'une Afrique unie et prospère s'appuie sur l'idée majeure selon laquelle les solutions durables aux problèmes de développement ne peuvent provenir que de processus participatifs et inclusifs dans lesquels les acteurs locaux impulsent la réflexion et l'action collectives.

Cette conviction renvoie à un principe selon lequel chaque acteur est porteur d'un savoir/savoir faire/ valable et à valoriser dans une perspective de construction collective. L'enjeu est la combinaison équilibrée des différentes sources de savoirs pour un développement intégré et durable.

C'est pourquoi, IED Afrique a basé son action sur l'apprentissage multi-acteurs qui se traduit dans chacun des programmes par une mise en valeur des connaissances et pratiques locales, une mise en commun avec d'autres acteurs ayant en partage la problématique, une mise à l'échelle à travers la communication. Dans ce cadre, IED Afrique met l'accent sur trois éléments qui constituent le triptyque de sa vision opérationnelle de la gestion des connaissances

La co-innovation (méthodologique) par la recherche action et l'expérimentation

La démarche participative et inclusive promue par IED Afrique, implique pour chaque programme, la mobilisation des savoirs de tous les acteurs à travers des espaces de réflexion et de construction collective de démarches méthodologiques pour répondre aux problématiques posées. Ainsi, l'approche privilégie l'entrée par la solution déjà expérimentée plutôt que par le problème. C'est sur les solutions en cours menées par les communautés et les acteurs locaux que le travail de recherche action s'appuie. Elles sont, ensuite, complétées et enrichies au besoin par les savoirs externes détenus par les chercheurs, les conseillers agricoles ou les agents des ONG.

Il apparaît, ainsi, qu'IED Afrique, dans ses principes et la démarche prônée, part de l'innovation locale comme objet de recherche action et d'expérimentation conjointe des réponses appropriées aux questions locales.

Cette approche comporte à la fois une dimension de valorisation des savoirs locaux et une dimension de renforcement des processus de génération, de confirmation, de partage et même de protection des connaissances locales. Elle favorise également le décloisonnement des connaissances dans la mesure où chaque acteur redécouvre la complémentarité nécessaire à la formulation et la mise en œuvre de solutions pertinentes.

La capitalisation des expériences

L'approche d'IED Afrique a permis de découvrir une grande diversité d'expériences pertinentes aux niveaux local, régional, national et même sous régional dont les leçons sont difficilement réutilisables du fait de leur non formalisation. En effet, nombre d'expériences sont souvent insuffisamment documentées et les connaissances générées peu consolidées. Plusieurs raisons expliquent cela, le manque de temps pendant la mise en œuvre de l'expérience, de moyens financiers, d'outils et de compétences internes.

Pourtant la capitalisation des expériences s'inscrit parfaitement dans une perspective de gestion des connaissances. Elle permet de tirer les leçons pour améliorer la conduite des activités ou la conception de nouveaux projets ; inspirer d'autres acteurs de développement et

de nouvelles politiques institutionnelles ou publiques ; conforter les partenaires et faciliter la mobilisation de ressources ; valoriser les capacités à l'interne et renforcer une dynamique de travail collaboratif ; produire et partager de la connaissance pour améliorer les pratiques et les théories de développement.

C'est ainsi qu'IED Afrique a choisi de mettre l'accent sur la capitalisation des expériences à travers la conception et la mise à jour d'une méthodologie simple. Tout d'abord imaginée pour identifier, analyser et partager les expériences agricoles, celle-ci s'est révélée utile pour nombre d'organisations nationales et régionales de recherche, de coopération, de réseaux, etc...

La communication et le réseautage

La gestion des connaissances met l'accent sur les flux de diffusion et de partage. Ainsi, IED Afrique a toujours mis au cœur de sa stratégie, la production et la diffusion de supports de communication comme prolongement et appui de ses programmes. Ainsi, les processus et résultats de la recherche action, les produits de la capitalisation sont diffusés à travers différents supports adaptés aux publics et sphères visés pour une influence des pratiques et des connaissances. Ainsi, avec des publications phares, une large gamme de supports audiovisuels, deux sites web, etc... IED Afrique a mis l'accent sur l'accessibilité des connaissances générées par l'organisation et par ses partenaires.

IED Afrique a, par ailleurs, une approche réseau qui l'a conduite à accompagner la création et l'animation de plusieurs réseaux thématiques sur la décentralisation, la gouvernance locale, la gestion durable des ressources naturelles, l'agriculture durable. Tous ces réseaux réunissent une grande diversité d'institutions et d'organisations et constituent de formidables espaces d'apprentissage collectif, d'opérationnalisation et de diffusion d'outils, d'approches, bref de savoirs en tout genre.

Les années 2010 et 2011 ont particulièrement été marquées par l'engagement pour la promotion de la gestion des connaissances aussi bien dans le cadre des programmes qu'au niveau du positionnement stratégique.

En effet, l'année 2010 coïncide avec la clôture de la plupart des grands programmes d'IED Afrique qui ont généré beaucoup d'expériences et de connaissances telles que Réussir la Décentralisation, le Forum d'Action sur la Gouvernance Locale en Afrique Francophone (FAGLAF) et le Fonds de Soutien aux Stratégies Locales d'Adaptation aux changements climatiques (FSSA) et la fin de phase de AGRIDAPE.

L'année 2011, quant à elle, a été celle de la réflexion stratégique basée sur la valorisation des connaissances et des compétences d'IED Afrique. Ainsi, au terme d'un processus participatif impliquant le Conseil d'Administration et l'équipe restreinte d'IED Afrique, un plan stratégique 2011-2015 a été conçu en vue d'une meilleure mobilisation des ressources.



Capitaliser et diffuser les savoirs paysans

Nourrir le monde en croissance démographique permanente malgré les multiples défis d'accès et de préservation des ressources naturelles est un enjeu séculaire pour l'humanité. Ainsi, l'agriculture est-elle par excellence un domaine d'innovation et de développement technologique. Les connaissances et savoirs ont un rôle central dans le développement agricole. En effet, depuis des millénaires, une grande diversité de connaissances et de savoirs a été accumulée par les communautés sur différents systèmes, stratégies et modes de vie agricole constituant un savoir traditionnel et local.

Il y a, cependant, une tendance à mettre plus en avant les connaissances issues des mécanismes formels de la recherche-développement qui font la promotion d'une agriculture productiviste d'orientation mercantile et, en général, plus dépendante d'intrants extérieurs avec des résultats mitigés, particulièrement en Afrique. Les savoirs et les technologies promus font face à deux défis majeurs. Le premier est relatif à leur adaptabilité au contexte économique, social et environnemental des sociétés rurales africaines. Le second concerne l'accessibilité des technologies agricoles (généralement coûteuses) à des populations rurales généralement pauvres. Aussi, le producteur est-il tiraillé entre un savoir traditionnel désappris et une connaissance formelle inaccessible.

Aussi, face aux contraintes liées à la dégradation des ressources naturelles exacerbées par les changements climatiques, le défi de la sécurité alimentaire et la nécessaire transition vers une production agricole durable, il est essentiel de repenser l'interaction entre les savoirs traditionnels et les savoirs conventionnels. En effet, la prise en compte des savoirs traditionnels dans les programmes de développement facilite la participation des communautés concernées dans la recherche de solutions appropriées aux contraintes de production et à la promotion de systèmes agricoles plus innovants et performants.

Pour cela, il faudra combler le déficit de communication entre différents acteurs notamment les paysans, les chercheurs et les décideurs en mettant en avant la nécessaire complémentarité de leurs connaissances. Dans ce cadre, plusieurs dimensions semblent importantes :

- Assurer aux producteurs, mais aussi aux autres acteurs, un accès à des mécanismes et outils méthodologiques appropriés pour mettre en évidence et valoriser leurs savoirs
- Créer des cadres d'échanges afin qu'ils puissent partager leurs connaissances dans le cadre de débats informés
- Favoriser des communautés de pratique afin d'influencer les actions de développement agricole

C'est dans ce cadre qu'IED Afrique se positionne comme une institution qui facilite une meilleure gestion des connaissances pour plus d'efficacité et de durabilité. En effet, la vision de l'organisation est qu'une agriculture durable repose essentiellement sur la valorisation de tous les savoirs et connaissances pour des pratiques agricoles adaptées privilégiant la sécurité alimentaire et respectueuses de l'environnement.

AGRIDAPE : promouvoir l'agriculture durable par le partage des connaissances

La gestion des connaissances est au cœur du programme AGRIDAPE dont l'objectif est de promouvoir, par le partage des expériences, une agriculture durable soucieuse d'articuler l'amélioration de la productivité agricole à la prise en compte des enjeux écologiques en s'appuyant sur les pratiques et les savoirs locaux. Il s'agit donc de renforcer les connaissances sur des pratiques agricoles alternatives basées sur une utilisation minimale d'intrants externes et la diversité agricole. Ces pratiques s'appuient sur une agriculture familiale revalorisée qui offre la possibilité de préserver la biodiversité et la résilience des systèmes agroécologiques et le potentiel de garantir une souveraineté alimentaire.



La diffusion des expériences pour l'accès aux connaissances

Ces pratiques sont souvent méconnues et peu diffusées à la fois entre producteurs eux-mêmes, mais aussi au niveau de la recherche, des décideurs et du grand public ; ce qui explique leur faible influence sur les pratiques mais aussi et surtout sur les politiques. La diffusion des expériences est donc le premier challenge pour leur promotion.

AGRIDAPE, membre du réseau mondial AgriCulturesS, publie une revue trimestrielle thématique du même nom. Le magazine AGRIDAPE expose les réponses locales aux problématiques majeures de l'agriculture. Ce magazine est diffusé auprès de 3500 abonnés dans plus de 50 pays.

Le renforcement des capacités en capitalisation des expériences

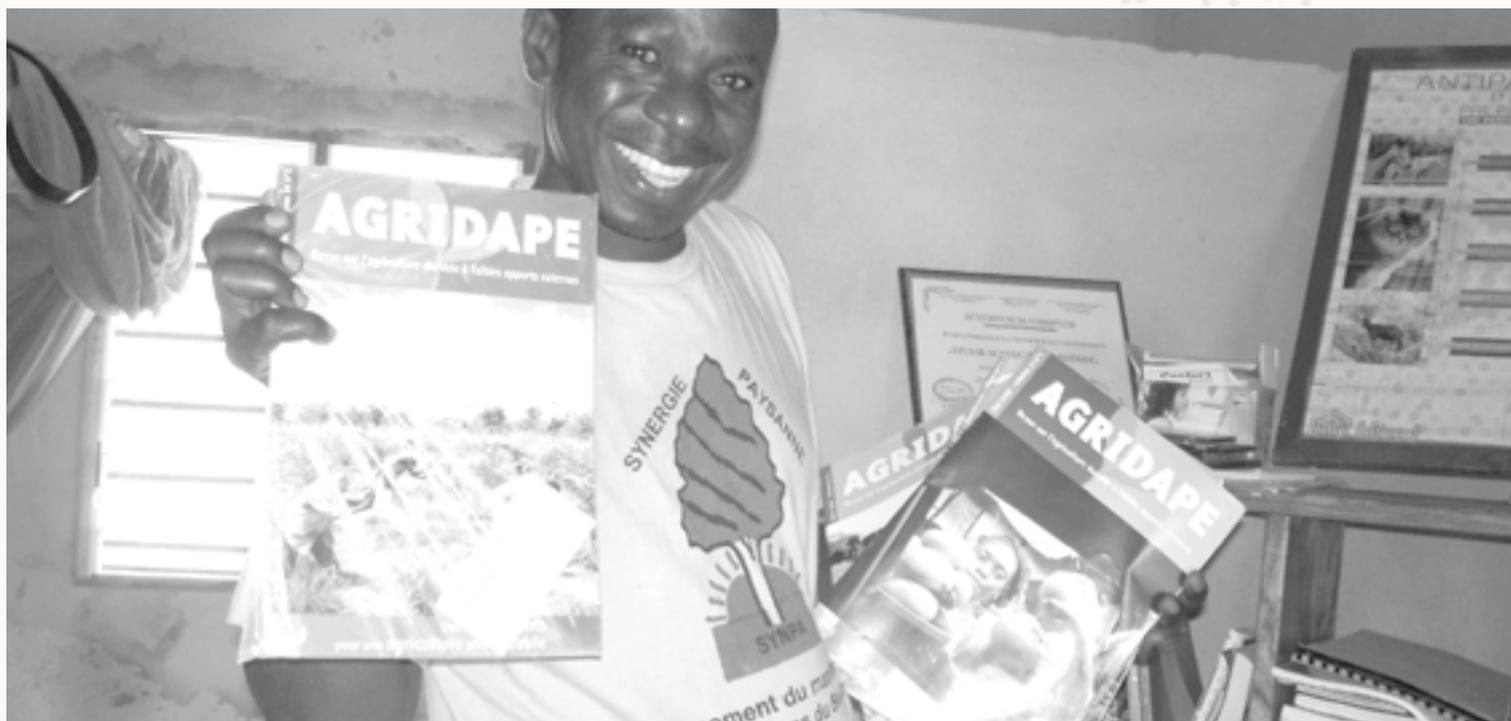
La diffusion d'une expérience nécessite la mobilisation des connaissances générées, leur formulation et leur formation en supports appropriés. Souvent les compétences et les outils nécessaires pour le faire sont inaccessibles. Ainsi, il y a un besoin en renforcement des capacités pour pouvoir capitaliser les expériences.

C'est en réponse à cela que le programme AGRIDAPE a développé un volet de renforcement des capacités en capitalisation alliant la conception avec les partenaires (organisations paysannes, chercheurs, etc..) d'une méthodologie de capitalisation simple et la formation de divers acteurs locaux, nationaux et régionaux.

Le réseautage comme plateforme de gestion des connaissances

Un autre défi pour le décloisonnement des connaissances est celui de la collaboration et du partenariat entre les acteurs. L'appui à la mise en place de réseaux nationaux autour de l'agriculture durable permet de promouvoir un dialogue plus équilibré entre les acteurs et facilite également l'expérimentation conjointe. En ce sens, les réseaux soutenus par le programme AGRIDAPE constituent des groupes d'apprentissages voire de communautés de pratiques ou s'échangent et se construisent, en synergie, les connaissances agricoles.

Quatre réseaux existent déjà depuis 2008-2009, au Mali, au Sénégal, au Cameroun et au Niger. Des rencontres préalables ont eu lieu au Burkina en 2010. Ces réseaux reçoivent une formation de facilitateurs en capitalisation des expériences afin de pouvoir animer en toute autonomie des sessions de capitalisation au niveau national. Le programme accompagne également l'élaboration de leur plan d'actions ; ce qui leur permet de dégager les priorités nationales d'échanges et de partage. En 2010-2011, les réseaux ont travaillé de façon autonome et de multiples initiatives nationales ont été conduites avec succès. Il s'agit notamment de processus de capitalisation au Cameroun et au Mali, de renforcement organisationnel au Sénégal.



Activités AGRIDAPE en 2010-2011

- Production et diffusion de 8 numéros du Magazine : (No 25.4) La diffusion des pratiques durables ; (No 26.1) L'élevage ; (No 26.2) L'eau ; (No 26.3) Partenariat pour l'apprentissage ; (No 27.1) Jeunes et agriculteurs ; (No 27.2) forêt et agroforesterie ; (No 27.3) Marchés locaux et régionaux ; (Numéro Spécial) Les éleveurs du Sahel face à la crise pastorale de 2009. Télécharger les numéros à : <http://www.iedafrique.org/AGRIDAPE.html>
- Le lectorat de AGRIDAPE est composé de 3191 abonnés dans 55 pays
- Approbation du plan d'action 2010-2011 du réseau AGRIDAPE Cameroun (ACAM) et processus de reconnaissance légale obligatoire au Cameroun est en cours
- ACAM a organisé en juillet 2010 une journée d'informations destinée à promouvoir le réseau auprès des acteurs nationaux et à présenter les activités prévues dont des ateliers nationaux de capitalisation.
- Le Réseau de Promotion de l'Agriculture Durable (REPAD) au Sénégal, lancé en fin 2009, a finalisé la mise en place de son bureau et démarré des activités en 2010. Son plan d'actions met l'accent sur le dialogue national, la promotion du magazine AGRIDAPE et la capitalisation.
- Une visite de prospection a eu lieu, au Burkina Faso, en juin 2010, pour un échange avec les abonnés du magazine (individuels et institutionnels). L'enjeu était de lancer l'idée d'une dynamique nationale de partage dans ce pays qui compte parmi les plus grands nombres d'abonnés. La rencontre a permis de désigner un point focal national et une équipe restreinte de réflexion.
- En 2011, phase de transition du programme, les réseaux du Cameroun et du Mali ont continué leurs activités et organisé deux ateliers nationaux de capitalisation.

Faire de la gestion de la connaissance le socle de la participation citoyenne

Partout à travers l'Afrique, nous assistons à un éveil citoyen, de plus en plus fort, qui se traduit par une multiplication des initiatives pour demander plus de transparence et une meilleure gouvernance. Mais cet engagement citoyen, pour

être efficace doit s'appuyer sur des aptitudes et capacités à participer dans la formulation des politiques et programmes, et à suivre et contrôler leur mise en œuvre. L'acquisition de ces capacités passe inéluctablement par un accès aux connaissances et aux savoirs. En effet, lorsque les acteurs locaux ont accès aux informations et aux connaissances nécessaires, ils peuvent avoir une plus grande prise sur les décisions qui les affectent directement. Une bonne gestion des connaissances crée, ainsi, les conditions pour un débat mieux informé entre acteurs locaux et pouvoirs publics. Elle contribue également à l'amélioration de la qualité des politiques et programmes mis en œuvre. Toutefois, la mise en place d'une bonne stratégie de gouvernance participative soulève plusieurs défis liés à la gestion des connaissances.

Le premier défi porte sur l'accès à l'information dont la contextualisation et l'interprétation produisent la connaissance. En effet, le contrôle citoyen n'est possible que si les citoyens ont un accès aux informations qui fondent les décisions prises par les structures chargées de la fourniture de services aux citoyens (structures de l'Etat, collectivités locales, Secteur privé, organisations communautaires de base, etc.).

Le second défi est relatif à la participation des différents groupes au processus de collecte de l'information et de production de connaissances. Cette participation est essentielle dans la mesure où elle permet à ces groupes de formuler leurs besoins spécifiques et les réponses essentielles pour guider les actions conjointes. Dans ce contexte, il est nécessaire de mettre en place une gestion combinée et intégrée de différentes formes de connaissances portant notamment sur les processus politiques et institutionnels, les pratiques locales portées par les citoyens et leurs organisations, mais également les outils et approches mis en œuvre pour organiser et partager ces connaissances.

Le troisième défi porte sur l'identification des outils et mécanismes appropriés pour la bonne gestion des connaissances ainsi que des aptitudes pour participer efficacement à l'élaboration et la mise en place d'un mécanisme de gestion des connaissances pour soutenir les actions de gouvernance participative. Cela implique une multiplicité d'acteurs donc de sources et/ou d'utilisateurs potentiels des connaissances, de supports et de canaux de diffusion de ces connaissances.

Etant donné le caractère critique de la gestion des connaissances dans la promotion de pratiques de bonne gouvernance en Afrique francophone, IED Afrique s'est investie depuis sa création dans la production de démarches et d'outils pour collecter, organiser et diffuser les connaissances. Ainsi, pour prendre en compte la diversité des acteurs et des besoins, IED Afrique a mis en place plusieurs programmes qui offrent à la fois des contenus et des supports variés. Il s'agit du Programme Réussir la Décentralisation, du Forum d'Action pour la Gouvernance Locale en Afrique Francophone (FAGLAF) et du réseau ANSA-Afrique Francophone. Parmi les mécanismes développés on note entre autres :

L'organisation de vidéoconférences (VC). La VC est un moyen de collecte et de partage des connaissances grâce à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Un tel support permet de toucher en même temps et à un coût moindre, un large public. Dans un contexte de raréfaction des ressources financières, un tel mécanisme est promis à un bel avenir.

La production de supports écrits de capitalisation. Durant cette année 2010, l'ensemble des programmes sur la gouvernance ont mis l'accent sur la production de différents supports écrits dans le cadre de la capitalisation et le partage des connaissances générées à travers les activités de recherche action et de formation. De tels supports constituent de bons outils de stockage et de diffusion des connaissances qu'ils contiennent quelle que soit la zone de résidence des utilisateurs dont une grande partie n'a pas accès aux supports électroniques.

La mise en place de bulletins électroniques. Cet outil a surtout été utilisé dans le cadre de l'animation du réseau FAGLAF. Les bulletins électroniques se sont révélés de puissants supports de partage de l'information et surtout de mise en relation de différents acteurs agissant dans le champ de la gouvernance locale et du contrôle citoyen de l'action publique.

La préparation et l'organisation des ateliers et forums de dialogue sur les politiques et les pratiques.

Elle nécessite l'identification de différentes sources de connaissances sur la problématique de la gouvernance mais également la collecte et l'analyse de ces connaissances ainsi

que leur formatage dans un format qui facilite leur partage. Pendant l'atelier, ces connaissances sont complétées par celles apportées par les participants eux-mêmes (souvent tacites, quelquefois explicites c'est-à-dire formalisées). Les ateliers de dialogue sur les politiques et les pratiques sont des plateformes qui permettent à la fois de collecter des savoirs ou des connaissances mais également de les partager. Ils offrent également l'opportunité d'une confrontation des connaissances dont la systématisation collective permet de créer un nouveau savoir sur les processus et les politiques

Programme Réussir la Décentralisation: co-produire des connaissances sur la décentralisation

Le programme « Réussir la Décentralisation » est une initiative sous régionale d'appui aux politiques de décentralisation au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal. Il est clôturé en 2010, après dix ans de mise en œuvre. Il a apporté une contribution considérable dans la mise en synergie de différents acteurs intervenant porteurs d'expériences de terrain variées dans la mise en œuvre de la décentralisation. Le programme a mis l'accent sur le renforcement de leurs capacités pour la mobilisation, la génération et l'utilisation d'outils et de démarches de promotion d'une décentralisation participative. Le processus de collaboration et d'échange, mis en place à cet effet, a largement favorisé la systématisation d'outils et d'approches novateurs aujourd'hui largement utilisés dans les collectivités locales.

L'organisation des acteurs en réseaux thématiques ou groupes d'apprentissage a permis une bonne valorisation des savoirs et connaissances des populations et de leurs partenaires dans des domaines variés touchant le développement local et la gouvernance locale. Depuis son lancement en 2000, le programme a permis à IED Afrique, en relation avec ses partenaires de générer plusieurs nouvelles connaissances dans différents domaines notamment : la budgétisation participative, le suivi-évaluation participatif de la décentralisation, la prise en compte de la dimension genre dans la gouvernance locale, la gouvernance des ressources naturelles, la décentralisation administrative et fiscale, etc.

Le système de gestion des connaissances intègre dans sa dimension diffusion, la production d'une large gamme de



supports de communication comprenant des vidéos, des bulletins d'information et thématiques, des documents de capitalisation, des guides méthodologiques et manuels pour faciliter l'appropriation des démarches et l'organisation de journées thématiques. Cela a largement favorisé l'adoption des outils élaborés ou leur intégration dans les lois et règlements, mais aussi dans les pratiques de gouvernance. Ainsi, au Sénégal par exemple, les conventions locales sont intégrées dans la nouvelle version du Code forestier en attente d'adoption. Le budget participatif jouit, dans la région, d'une grande reconnaissance et de multiples initiatives sont en cours.

Durant l'année 2010, qui consacre la clôture du programme Réussir la Décentralisation, le travail mené par IED Afrique est axé sur la consolidation des démarches et processus à travers :

- La diffusion des acquis du programme auprès de nouveaux partenaires (réseaux des femmes élues de Yène, Diass et Popenguine au Sénégal, diffusion du budget participatif dans de nouvelles collectivités locales);
- Le dialogue avec les décideurs et la promotion de débats d'orientation approfondis, de manière à intégrer dans les processus de décisions les résultats de la recherche et les enseignements du terrain ;
- La poursuite des activités de recherche action et de diffusion de l'information, la coordination des activités des réseaux Réussir la Décentralisation autour des thématiques qui structurent l'intervention de IED Afrique

Résultats 2010

- Formation de 39 femmes élues locales sur la décentralisation, rôles et responsabilités. Cette formation a permis à des femmes élues des quatre collectivités locales de Yène, Diass, Sindia et la Commune de Popenguine au Sénégal, de mieux s'organiser et de mettre en place un Réseau local orienté vers le renforcement de leur participation aux instances de décision. Ce Réseau est en train d'impulser un processus d'intercommunalité entre les Communautés Rurales concernées
- Tenue de 4 forums de sensibilisation sur le foncier dans les collectivités locales de Yène, Diass, Sindia et la commune de Popenguine. Ces forums ont permis au groupe des parajuristes d'informer largement les populations de ces collectivités locales sur l'importance des enjeux fonciers dans cette zone touristique où l'environnement subit actuellement de multiples agressions.
- Formation de 24 Conseillers ruraux et municipaux sur les outils du budget participatif. Cette formation a beaucoup inspiré les Communes de Dakar (Parcelles Assainies et Castors Derklé, Popenguine) dans la mise en place des comités de quartier qui sont des instances d'échanges et de proposition dans la gestion des municipalités.
- Diffusion du budget participatif dans 3 nouvelles Collectivités locales au Sénégal (Nghohé, Sèssène et Ngoye). En effet, toutes ces trois collectivités locales ont élaboré leur budget 2011 selon la démarche participative pour la première fois.
- Tenue de 3 forums sur le budget participatif dans les Communautés Rurales de Ngoye, Sèssène et Nghohé. Ceci a beaucoup contribué à encourager les populations à participer au processus d'élaboration des budgets et de mettre en place des comités villageois et zonaux de suivi, mais aussi de faire des efforts dans la sensibilisation sur le paiement des impôts et taxes.
- Capitalisation du processus de la convention locale de Lissar, Département de Tivaouane au Sénégal. Ce processus donnera lieu à la publication d'un manuel méthodologique sur l'élaboration des conventions locales de GRN.
- Formation de 40 acteurs de Lissar sur la communication dans le cadre de la Gestion des Ressources Naturelles.
- Evaluation des impacts des conventions locales.
- Elaboration de 6 nouvelles conventions locales, mise à jour de 6 autres anciennes conventions locales dans les Régions de Kaffrine et de Diourbel en partenariat avec Vision Mondiale
- Conduite d'une auto évaluation des activités du programme MDW et participation à l'auto évaluation finale de MDW.



FAGLAF : Les TIC au service de la gouvernance

Le FAGLAF est une plateforme d'échanges sur les questions liées à la conception et à la mise en œuvre de politiques et programmes de gouvernance locale et de décentralisation en Afrique Francophone. Ce programme, fruit d'un partenariat avec la Banque Mondiale, a été lancé en 2009 après une phase pilote en 2008 et couvre le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal). Le programme vise à promouvoir l'échange d'expériences, l'apprentissage mutuel et la dissémination des bonnes pratiques en matière de gouvernance locale et de responsabilité sociale. Par sa démarche, le FAGLAF favorise le partage de savoirs et de savoir-faire à une échelle régionale pour une amélioration des pratiques en matière de gouvernance locale grâce aux interactions qu'il facilite entre les praticiens.

La particularité de cet espace de mutualisation de savoirs en gouvernance réside dans les supports utilisés. En effet, le FAGLAF s'appuie sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour le partage des connaissances. Les TIC sont considérés comme des outils appropriés pour partager à grande échelle, en temps réel et à moindre coût, des connaissances. Durant l'année 2010, le partage des connaissances était essentiellement basé sur les vidéoconférences, l'accès aux ressources documentaires avec une librairie virtuelle et le partage de l'information avec un bulletin électronique mensuel. Le site web du FAGLAF constitue aujourd'hui un instrument d'appoint pour les vidéoconférences. Il a contribué à une meilleure diffusion des connaissances partagées lors des sessions de vidéoconférence. En outre, ses différentes rubriques ont contribué à un meilleur accès aux informations et à la documentation sur la décentralisation et la gouvernance locale

En 2011, de nouveaux mécanismes de partage ont également été introduits. Il s'agit de la revue des politiques de gouvernance locale et de décentralisation à travers la recherche documentaire, l'organisation d'ateliers nationaux ainsi que d'une conférence régionale ayant regroupé les différents pays. Ces rencontres permettent une interaction directe entre acteurs qui complète et renforce celle

instaurée à travers l'utilisation des TIC. Elles ont offert aux membres du réseau une nouvelle dynamique de partage de connaissances et permis aux acteurs qui n'avaient pas accès aux vidéoconférences d'avoir de nouveaux espaces de partage. Ceci est d'autant plus important que les exigences technologiques liées à l'organisation d'une VC (salle appropriée, connexion internet) rendent cet outil quelque peu discriminant par rapport aux acteurs des zones rurales en Afrique.

Au-delà des mécanismes innovants d'échanges, la richesse des savoirs partagés au sein du FAGLAF tient à la diversité des profils des acteurs. Des élus locaux et nationaux, des représentants des services étatiques et de la société civile, des ONG et les partenaires au développement de 7 pays, se sont mis ensemble les derniers jeudis de chaque mois pour mutualiser leurs savoirs et en tirer des leçons pratiques et susceptibles d'être dupliqués. Les échanges entre pairs peuvent se révéler très efficaces dans la mesure où la réussite d'une expérience par une collectivité peut être source d'émulation pour les autres. Ils permettent de valoriser les initiatives locales. Ainsi, certaines vidéoconférences ont été introduites par des élus locaux qui ont partagé leur savoir-faire avec leurs pairs.

Les savoir et savoir-faire partagés à travers les différents thèmes ont donné la possibilité aux acteurs de la gouvernance locale de découvrir les options possibles pour la gestion des affaires publiques locales. Du côté de l'administration, les VC ont contribué à améliorer les outils et les méthodes d'appui au monde rural, notamment, par la mise en œuvre du suivi évaluation participatif. La société civile dans certains pays du FAGLAF a vu ses échanges avec les acteurs à la base s'améliorer et une dynamique nationale de dialogue autour de la gouvernance locale s'amorcer ou se renforcer. De même les vidéoconférences ont permis aux partenaires au développement d'être au courant des problèmes de gouvernance pour apporter des solutions adaptées aux réalités socioéconomiques des collectivités et de privilégier l'échange dans les projets qu'ils mettent en œuvre dans les collectivités.



Activités réalisées et résultats en 2010-2011

Vidéoconférences

Au total, 12 vidéoconférences ont été organisées dont 7 en 2010 et 5 en 2011. Ces vidéoconférences regroupent entre 120 et 150 participants par vidéoconférence répartis dans 8 et 10 pays simultanément connectés avec différentes thématiques :

1. Problématique de l'intercommunalité : état des lieux au Burkina Faso
2. L'insalubrité dans les communes : stratégies de gestion durable des déchets
3. Bonne gouvernance dans la gestion des infrastructures locales : Analyse des pratiques
4. Problématique de la gestion foncière : quel rôle pour les collectivités locales
5. L'Initiative sur la transparence des industries extractives ; principes, critères et processus de mise en œuvre
6. Problématique de l'accapement des terres ; quelles implications pour les collectivités locales ?
7. Transparence et redevabilité dans un contexte de gestion durable des ressources naturelles
8. L'Application des Technologies de l'Information et de la Communication dans la Gouvernance Locale
9. Décentralisation et Passation des Marchés au niveau des Collectivités Locales

10. Stratégie de Réduction de la Pauvreté et Décentralisation.
11. Gouvernance Locales et Fourniture de Services Publics : Education et Santé
12. L'Application des Technologies de l'Information et de la Communication dans la Gouvernance Locale

Ateliers et conférences

- 7 ateliers nationaux sur la décentralisation et la gouvernance locale organisés au Mali, au Niger, au Bénin, en Mauritanie, au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal
- Une conférence régionale sur la décentralisation et la gouvernance locale en Afrique francophone, organisée en octobre 2011 au Sénégal avec la participation de 12 pays francophones

Publications et supports

- 3 revues sur les expériences en matière de décentralisation politique, administrative et fiscale conduites au Bénin, au Mali et au Sénégal
- Un cédérom interactif contenant différentes ressources (rapports scientifiques, textes législatifs et réglementaires, rapport d'ateliers, etc.)

Pour plus d'informations : <http://faglaf.info>

ANSA–Africa : promouvoir la transparence et la redevabilité par le partage des connaissances

Le partenariat entre IED Afrique et Affiliated Network for Social Accountability in Africa (ANSA-Africa) a été lancé vers la fin du premier semestre de 2010. L'objectif de ce partenariat est de promouvoir les mécanismes de contrôle citoyen de l'action publique à travers la formation, les échanges, la facilitation du dialogue sur les politiques et les pratiques, la collecte et la diffusion de l'information. Ce réseau regroupe 12 pays francophones et s'inscrit en lien avec le FAGLAF tout en mettant un focus sur la gouvernance des industries extractives qui est une discipline émergente en Afrique de l'Ouest francophone. Les expériences et connaissances qui existent sont encore assez fragmentées et souvent cloisonnées. Il existe par conséquent un défi important pour les localiser, les collecter, les analyser et les mettre sous un format qui facilite leur utilisation. Ceci est d'autant plus important que les sources de connaissances et leur échelle de localisation sont variées.

La gestion des connaissances est au cœur du processus de renforcement de capacités en matière de gouvernance des ressources extractives ou naturelles. La bonne maîtrise des principes et outils de contrôle citoyen passe par un accès aux connaissances existant de façon explicite ou tacite. Dans le cadre du programme ANSA-Africa, plusieurs activités sont mises en œuvre pour faciliter l'accès, le partage et la valorisation des connaissances dans les pratiques et les politiques.



Activités réalisées (entre juin et Novembre 2010)

1. Organisation d'un atelier régional francophone de dialogue sur les politiques et d'échange d'expériences sur la gouvernance des ressources extractives, foncières et forestières avec 45 participants représentant 11 pays francophones
2. Conduite de 3 revues-pays sur la transparence dans la gouvernance des industries extractives, les ressources foncières ou forestières
3. Mise en place d'un réseau francophone d'échange sur le contrôle citoyen de l'action publique des ressources extractives
4. Organisation d'un atelier de formation de 30 participants venant de 9 pays francophones, sur la
5. budgétisation participative sensible au genre et le Suivi-Evaluation Participatif de la performance dans la fourniture des services publics éducatifs
5. Organisation de trois vidéoconférences sur des thèmes ayant trait à la gouvernance des ressources naturelles, y compris les ressources extractives et les ressources foncières. Chaque vidéoconférence regroupe un total de 150 à 160 participants dans 12 pays simultanément connectés.

Pour plus d'informations <http://www.iedafrique.org/-ANSA-Afrique-de-l-Ouest-.html>

Valoriser les connaissances pour une meilleure gouvernance des RN

Aujourd'hui, il est admis sans conteste que les systèmes de production et de consommation des communautés rurales reposent essentiellement sur les ressources naturelles. Par ailleurs, depuis des années, la dégradation des ressources naturelles a eu comme corollaire la baisse des performances agricoles et la dégradation des conditions de vie des populations rurales. Et cette tendance se poursuit avec la combinaison de la forte pression anthropique et la vitesse à laquelle les changements climatiques se produisent.

Cette situation de tension suscite beaucoup d'enjeux liés notamment aux mécanismes de gouvernance durable à mettre en place. Au cours des dernières années, il a été noté beaucoup d'initiatives de la part des décideurs et de leurs partenaires pour faire face à ces enjeux. Cet engagement s'est souvent traduit par la mise en œuvre de programmes de développement essentiellement fondés sur le savoir « scientifique » et « technique » prenant faiblement en compte le savoir local/endogène. Ce dernier a, pourtant, souvent, permis aux communautés de réagir aux modifications des conditions de leurs milieux et de mettre en place des approches efficaces de gestion des ressources naturelles.

Malgré tout, la formulation des politiques n'accorde que peu de place aux savoirs locaux et il en découle, souvent, une inadéquation entre les politiques et les pratiques. Avec les résultats mitigés notés sur le terrain, beaucoup d'acteurs, des décideurs, des scientifiques, se font une nouvelle perception selon laquelle les savoirs locaux doivent être mieux pris en compte dans les approches de développement. Cependant, la question qu'on peut se poser, est de savoir comment valoriser les savoirs locaux souvent tacites, cloisonnés et par conséquent peu connus, pour mettre en place des réponses adaptées à la problématique de la gouvernance des ressources naturelles ?

C'est face à ce défi majeur de la mobilisation des savoirs locaux qu'IED Afrique, dans le cadre de ses programmes, accorde une bonne place à la gestion des connaissances et la

valorisation des savoirs locaux. L'approche méthodologique d'IED Afrique se fonde essentiellement sur

- la valorisation de l'innovation locale qui est bâtie à partir des savoirs endogènes ;
- la participation et l'engagement de populations locales ;
- la mise en place d'approches et d'outils qui favorisent l'apprentissage mutuel ;
- l'expérimentation conjointe, etc. qui vont solliciter les différents « savoirs »
- etc.

FSSA : mobiliser les savoirs locaux pour répondre aux changements climatiques

Les changements et variabilités climatiques deviennent une préoccupation majeure de l'humanité tout entière et particulièrement pour les populations du Sahel. Ceci d'autant plus que les conséquences de ce phénomène vont continuer d'affecter de manière très significative cet espace entraînant la baisse des rendements agricoles, la faible productivité de l'élevage, la désertification, etc. Or, la survie des communautés à la base dépend, pour l'essentiel, de l'exploitation des ressources naturelles, notamment, à travers l'agriculture et l'élevage, qui subissent fortement des fluctuations climatiques difficilement prévisibles.

Pourtant, les populations locales, en Afrique et en particulier au Sahel, ont toujours pu faire face aux incertitudes et chocs climatiques, générant, au fil des ans, des connaissances et un savoir faire leur permettant de continuer à gérer leurs activités. Par contre, malgré cette résilience, le rythme des changements et des chocs est devenu plus rapide et implique parfois de nouvelles capacités d'adaptation

Les stratégies locales d'adaptation se fondent sur le savoir local très spécifique et évolutif transmis d'une génération à l'autre et continuellement enrichi par de nouveaux éléments du savoir contemporain. De ce fait, on retrouve des innovations dans plusieurs domaines allant de la sélection de variétés adaptées, à la mise en place de systèmes d'alerte

précoce, etc. Malgré ce capital important de savoirs et de connaissances, les innovations des communautés de base ont été faiblement prises en compte dans la définition et la mise en œuvre de stratégies d'adaptation aux changements climatiques. En effet, les décideurs et agents de développement, ne disposant pas de mécanismes et d'outils appropriés de capitalisation des savoirs locaux, arrivent difficilement à les prendre en compte au moment de la formulation des programmes de développement.

La mise en œuvre du Fonds de Soutien aux Stratégies Locales d'Adaptation aux changements climatiques (FSSA) vise à répondre à ce défi au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. Ce programme offre une approche qui met en avant la valorisation des connaissances et innovations endogènes comme moyen de renforcer la résilience des populations à faire face aux défis dynamiques des aléas climatiques. Dans ce cadre, le FSSA a appuyé 11 initiatives d'adaptation, dont 5 au Burkina Faso, 3 au Mali et 3 au Sénégal, portées par des organisations paysannes. Les technologies locales développées par ces communautés portent, entre autres, sur la production de semences améliorées à cycle court, la restauration du couvert végétal et de la biodiversité, la promotion de technologies d'économie d'énergie, l'amélioration de l'alimentation du bétail, l'information et la sensibilisation et les activités de diversification des revenus. Pour valoriser ces capacités et connaissances locales, le FSSA articule son intervention autour de trois axes stratégiques complémentaires.

Un montage institutionnel valorisant le savoir des paysans et de leurs organisations

En effet, le FSSA a choisi des plateformes paysannes pour la coordination des activités. Un comité national de pilotage (CNP) regroupant la recherche, les structures techniques, les ONG, etc. joue le rôle de comité scientifique et de cadre d'échanges entre différents acteurs. Ce comité constitue un point de liaison entre les décideurs et les innovateurs que sont les communautés à la base. Tout au long de la mise en œuvre, les plateformes paysannes occupent une place incontournable dans le montage institutionnel du FSSA. Elles accompagnent les OP dans la mise en œuvre de leurs innovations et ont été accompagnées par le CNP dans la sélection de ces innovations locales à valoriser.

Un partenariat pour l'apprentissage mutuel

Le postulat de base de ce programme est que les communautés peuvent prendre le leadership sur les questions d'adaptation aux Changements climatiques, si on les met dans les conditions favorables permettant de valoriser leur savoir faire et de leur fournir l'appui nécessaire dans leur processus d'innovation. Cela suppose une relation dans laquelle les différents acteurs acceptent d'apprendre les uns des autres. C'est ce pari que le FSSA s'était fixé en impulsant une dynamique partenariale entre les décideurs, les organisations de producteurs, les chercheurs et les structures d'appui (ONG).

Ce processus a permis de promouvoir l'apprentissage mutuel, la valorisation des connaissances et le renforcement de capacités de tous les acteurs. Les communautés ont présenté leurs innovations et/ou technologies issues de leurs savoirs locaux aux chercheurs qui les ont renforcées au besoin par l'apport de nouvelles connaissances. La diffusion de ces technologies auprès des décideurs et des structures d'appui (ONG, projets, etc.) a permis leur prise en compte dans la formulation des programmes d'adaptation aux changements climatiques.

Un accompagnement méthodologique pour le renforcement des capacités

Celui-ci a essentiellement consisté en la production d'outils (guide de procédures de gestion des fonds, formats de rapports techniques et financier, fiches de suivi des activités, guide de capitalisation...) visant à doter les membres des organisations de nouvelles connaissances ou à consolider celles existantes. Les outils sont conçus de manière participative avec les organisations paysannes bénéficiaires du programme. Certaines OP ont systématisé l'utilisation de ces outils dans le cadre global de leurs pratiques organisationnelle, technique et financière. Certaines OP sont devenues plus autonomes dans le rapportage technique et financier de leurs activités, ce qui peut renforcer leur leadership dans le domaine de l'adaptation et du développement de manière générale. Le développement des échanges d'expériences entre porteurs de projets sur la mise en œuvre du guide de procédures de gestion a aussi renforcé la culture de transparence et de reddition des comptes chez les communautés à la base.

De façon générale, la mise en œuvre du FSSA s'est

principalement basée sur l'identification, l'évaluation et la consolidation des technologies et approches mises en œuvre par les communautés pour s'adapter face aux phénomènes des changements climatiques. La capitalisation de cette expérience a permis de décrire les stratégies endogènes d'adaptation aux changements climatiques et de les analyser afin d'identifier les facteurs de succès, les limites, les incidences et les conditions de reproductibilité et de mise à l'échelle pour une meilleure valorisation. Le processus ne s'est pas limité à la capture et l'analyse des connaissances locales. Un mécanisme de partage et de diffusion de ce savoir a aussi été mis en œuvre à travers l'organisations d'un atelier régional et de forums nationaux de partage, l'organisation de visites d'expériences, la production et la diffusion d'un bulletin électronique, la production d'un film sur les expériences accompagnées, l'élaboration d'un manuel de capitalisation sur l'ensemble des stratégies locales d'adaptation. Les résultats qui en ont découlé, constituent une ressource stratégique qui peut être utilisée par d'autres organisations paysannes et même par des chercheurs, techniciens...pour apprendre et créer de nouvelles connaissances.

L'objectif principal a été de tester un mécanisme d'identification et de valorisation du savoir local qui peut être largement disséminé pour développer la capacité d'un grand nombre d'acteurs engagés dans l'adaptation à s'intéresser aux savoirs locaux.

Encadré sur l'exemple de partage et de diffusion d'expérience :

Le partage et la diffusion de l'expérience de la coopérative Jeka Baara du Mali à travers des rencontres comme la journée de la femme rurale célébrée dans ce pays et le SLOW FOOD à Turin en Italie (octobre 2010) ont amené certains partenaires à s'intéresser à son projet. C'est ainsi que le ROPPA a confié à la plateforme CNOP, pour le compte de cette OP, l'élaboration d'un projet d'une plus grande envergure portant sur la promotion du panier autocuiseur à travers l'Afrique de l'Ouest. Donc la réussite de l'expérience de la coopérative Jeka Baara est en train de créer un effet d'entraînement qui sera au profit de cette dernière et même aux ménages ruraux des pays du Sahel confrontés de plus en plus à la rareté du bois de chauffe du fait en partie des sécheresses. La coopérative pourra y gagner plus de ressources et renforcer sa résilience face à la pauvreté et à la variabilité climatique. Son leadership en matière de conduite de projets de promotion de technologies d'économie d'énergie sera renforcé.

Activités 2010/2011

- SUIVI DE L'EXÉCUTION DES ACTIVITÉS DU FSSA
- APPUI À L'ÉLABORATION DU GUIDE DE CAPITALISATION
- CAPITALISATION DES STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES
- PRODUCTION DU FILM DE CAPITALISATION
- PRODUCTION BULLETIN N° 6 SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
- PRODUCTION ET DIFFUSION D'UN RAPPORT DE CAPITALISATION DU FSSA (TÉLÉCHARGEMENT : [HTTP://WWW.IEDAFRIQUE.ORG/RESILIENCE-ET-INNOVATION-LOCALE.HTML](http://www.iedafrique.org/resilience-et-innovation-locale.html))
- MISE À JOUR PAGE WEB FSSA
- PRODUCTION DE SUPPORTS DE CAPITALISATION
- APPUI À L'ORGANISATION DE TROIS ATELIERS NATIONAUX MULTI-ACTEURS
- ORGANISATION D'UN ATELIER RÉGIONAL DE PARTAGE
- APPUI À LA PRODUCTION DE SUPPORTS DE COMMUNICATION DES 11 PROJETS
- ORGANISATION D'UNE VC POUR LE PARTAGE D'EXPÉRIENCE ENTRE PROJETS

EGP : valoriser la concertation pour la co-gouvernance des RN

Le projet « Promouvoir les conventions locales pour une gestion durable de la biodiversité au Sénégal », mis en place avec l'appui du « Ecosystem Programme Grant » de l'UICN Pays-Bas, a couvert trois régions du Sénégal, la région de Fatick, de Thiès et de Kaolack de 2009 à 2010. Il a pour objectif (1) d'identifier et de diffuser les bonnes pratiques en matière de gestion durable des ressources naturelles notamment les conventions locales et (2) de mettre en place des mécanismes visant à influencer les politiques de gestion des ressources naturelles à travers une meilleure prise en compte des pratiques locales.

La pluralité des référents source de conflits

La gouvernance des ressources naturelles est caractérisée par la pluralité des référents (traditionnels et modernes) qui détermine les mécanismes d'exploitation et de contrôle des ressources naturelles. Les mécanismes mis en place pour prendre en charge les questions relatives à la gouvernance par les instances publiques sont souvent inopérants ou peu efficaces. Cette situation est imputable à la non prise en compte des réalités locales dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. En effet, dans le temps, des règles de gestion et/ou pratiques coutumières étaient appliquées avec des résultats appréciables.

Si, aujourd'hui les évolutions entraînent la restructuration des modes de gestion, elles ont aussi engendré de nouveaux comportements de déviance des populations locales. Beaucoup de populations estiment, que les règles modernes les ont privées de leurs pratiques traditionnelles et que des étrangers leur imposent des modes d'utilisation de leurs propres ressources.

Ceci ne contribue pas à l'amélioration des mécanismes de gouvernance durable des ressources naturelles. Même si les évolutions sont des réalités, cela ne doit pas conduire à l'ignorance totale des connaissances endogènes qui ont beaucoup contribué à la mise en place de pratiques durables des RN.

Les savoirs locaux aux services de la gouvernance durable des ressources naturelles

L'un des plus grands défis dans le domaine de la gouvernance durable des ressources naturelles est de prendre en compte les pratiques locales basées sur les connaissances traditionnelles des communautés. Pour illustration, plusieurs innovations locales sont mises en œuvre afin de faire face aux multiples difficultés rencontrées dans la gestion des ressources naturelles.

Les conventions locales sont apparues comme étant une de ces innovations locales relativement efficaces pour relever les défis que soulève la problématique de la gouvernance des ressources naturelles. La mise en œuvre des conventions locales se fonde essentiellement sur la définition et l'application de règles au niveau locale en veillant à leur adéquation avec les pratiques traditionnelles et le droit moderne pour une meilleure gestion des ressources. Ces règles locales proposent des mesures opportunes et efficaces qui doivent pousser tous les acteurs (gouvernements locaux, services techniques et les différents utilisateurs) à revoir leurs perceptions vis-à-vis des savoirs locaux. Ces démarches s'efforcent de respecter les réalités locales en valorisant les connaissances endogènes tout en prenant en compte les mécanismes modernes de gestion des ressources naturelles.

Le groupe d'apprentissage, un mécanisme de partage des savoirs

La mise en place des conventions locales nécessite souvent l'établissement de processus d'apprentissage comme les groupes d'apprentissage qui constituent un cadre de concertation regroupant tous les acteurs d'un même terroir. L'apprentissage mutuel, le dialogue et la concertation sont les principaux objectifs assignés aux groupes d'apprentissage dans le cadre des conventions locales. Les groupes d'apprentissage favorisent la responsabilisation des communautés dans la gestion des ressources grâce à la connaissance mutuelle et la mise en œuvre des règles et principes fondées sur les connaissances et savoirs locaux. Et c'est par cette approche de reconnaissance des savoirs locaux que l'approche des conventions locales compte pour faire des communautés locales les principaux agents de changement et valoriser le leadership local.

Activités EGP 2010/2011

- MISE EN PLACE DE CINQ GROUPES D'APPRENTISSAGE
- FORMATION DES GROUPES D'APPRENTISSAGE SUR LE DIAGNOSTIC PARTICIPATIF
- ORGANISATION DE QUATRE FORA COMMUNAUTAIRES POUR LE DIAGNOSTIC (OÙ ?)
- ORGANISATION DE TROIS VISITES D'ÉCHANGE POUR LES DÉCIDEURS (PARLEMENTAIRES, LES CONSEILLERS RURAUX ET LES COMMUNAUTÉS LOCALES)
- ELABORATION DE CONVENTIONS LOCALES DANS TROIS NOUVEAUX SITES
- DÉLIMITATION DE DOUZE NOUVEAUX SITES DE MISE EN DÉFENS
- MISE EN PLACE DE PLAN D' ACTIONS AVEC TROIS COMMUNAUTÉS RURALES POUR LE GRN
- MISE EN PLACE DE PARTENARIAT AVEC LES AGENTS DES EAUX ET FORÊTS DANS LES SITES



PUBLICATIONS 2010-2011



Partenariats et Evènements 2010-2011

Promouvoir l'Expérimentation et l'Innovation Paysannes au Sahel (PROFEIS)

Le programme PROFEIS, lancé en 2007, est mis en œuvre au Mali et au Sénégal. Le PROFEIS est basée sur une approche de développement participatif de l'innovation (DPI) qui consiste à promouvoir une approche qui part des solutions expérimentées par le paysan, comme catalyseurs des processus de recherche développement. La gestion des connaissances est au cœur du PROFEIS car le processus DPI implique le repérage, la capitalisation, et la diffusion des pratiques et des connaissances en utilisant des supports et outils appropriés. IED Afrique a assuré la coordination régionale du programme durant la première phase qui a été mise en œuvre de 2007 à 2009. Ensuite, dans un souci d'appropriation et de durabilité, la coordination de la deuxième phase (2010-2012) a été assurée par les organisations fer de lance, en l'occurrence ADAF Galle au Mali et AGRECOL au Sénégal. Dans le cadre de l'appui méthodologique qu'IED Afrique apporte à ces structures, les activités suivantes ont été menées en 2010 et 2011

1. Atelier de formation sur l'expérimentation conjointe
2. Animation d'un atelier régional sur le suivi-évaluation participatif de l'innovation locale
3. Appui à la mise en place d'une stratégie de communication

Partenariat avec la Banque Mondiale pour le renforcement des capacités de la société civile guinéenne

Ce partenariat mis en œuvre en 2011 portait sur le renforcement des capacités des organisations de la société civile en Guinée afin qu'elles suivent et évaluent la mise en œuvre des politiques publiques, le DSRP en particulier. Les secteurs ciblés sont l'éducation, la santé et les ressources extractives. Deux ateliers ont été organisés. Le premier atelier avait pour objectif de faire une cartographie des OSC intervenant dans ces trois secteurs et de conduire avec elles un processus participatif d'identification des expériences

et des besoins. Cet atelier a permis de sélectionner une trentaine pour participer au second atelier. Celui-ci portait sur la formation des membres des OSC sélectionnées sur les mécanismes de contrôle citoyen de l'action publique, en particulier ceux portant sur le suivi-évaluation de la performance dans la fourniture de services publics. A l'issue de ce processus, les OSC ont lancé un réseau d'échanges ainsi qu'un plan d'action pour la mise en application des outils.

Migration et Changement climatique

Le programme de recherche sur Migration et Changement Climatique a été mis en place en 2010 dans le cadre d'un partenariat entre l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED), Londres et IED Afrique. L'objectif était d'analyser les interactions éventuelles entre ces deux phénomènes et de formuler des recommandations à l'endroit des décideurs. Trois sites d'études ont été retenus : la Zone du Gandiole (Saint Louis), Ouroussoguy (Région de Matam) et la Communauté Rurale de Ngoye (Département de Bambey) au Sénégal.

Partenariat world vision IED Afrique

Le partenariat entre World Vision et IED Afrique pour l'année 2010 s'inscrit en droite ligne du processus de mise en œuvre du Projet « Bay Sa toll ». En effet, en 2009, World Vision et IED Afrique avaient déjà engagé un partenariat dans le cadre de l'élaboration de conventions locales dans six communautés rurales de la Région de Kaffrine. Mais avec la tenue des élections locales, au mois de Mai 2009, la majorité des conseils locaux ont été renouvelés et, entre temps, les acteurs principaux, à savoir les animateurs et les commissions environnement desdits conseils, n'avaient pas repris le processus qui devait aboutir à la validation de ces textes. Par ailleurs, les réformes administratives intervenues au cours de cette année avaient ralenti la poursuite des processus. Dans le cadre de ce partenariat, il s'agissait :

- D'adapter les documents de conventions déjà élaborés au nouveau découpage administratif pour certaines Communautés rurales ;
- De poursuivre la diffusion des documents de conventions locales dans les communautés rurales concernées ;
- D'accompagner la validation des documents de conventions et leur approbation par les autorités administratives de tutelle pour les Communautés rurales concernées ;
- D'apporter un appui méthodologique dans la conduite du processus d'élaboration de conventions locales dans quatre nouvelles Communautés rurales.

Le Programme de Recherche sur la Pauvreté Chronique

Cette initiative est mise en place par le Centre de Recherche sur la Pauvreté Chronique (CPRC) en collaboration avec plusieurs partenaires du Sud. L'objectif de ce programme est de proposer de nouvelles connaissances scientifiques sur la dynamique de la pauvreté avec un accent particulier sur la compréhension des facteurs de basculement et de maintien dans la pauvreté sur une longue période (pauvreté chronique). Ces connaissances devront servir à formuler des recommandations à l'endroit des décideurs pour la mise en œuvre de réponses différenciées et ciblées prenant en compte les différentes formes de pauvreté. IED Afrique assure la coordination régionale du programme pour l'Afrique de l'Ouest dont les pays participants sont les Burkina Faso, le Ghana, le Niger et le Sénégal. L'année 2010 a consacré la fin de phase du programme. Les activités menées portent sur

1. L'organisation en 2010 à Dakar, d'un atelier régional de partage des résultats des recherches menées dans les différents pays
2. La participation d'IED Afrique à la conférence internationale organisée par le CPRC et l'Université de Manchester à Manchester en 2010
3. La participation à l'atelier régional de partage des résultats de la recherche organisé à Accra en 2011

ONU Femmes : Genre et renforcement de la participation citoyenne

L'ONU Femmes, dans le cadre de la promotion de l'équité en genre dans la gouvernance, a mis en place deux partenariats

avec IED Afrique dans le domaine de la capitalisation des expériences. Ainsi, en 2010, le bureau régional basé au Sénégal a bénéficié d'un appui dans la capitalisation du projet Gouvernance et Autonomisation des Femmes (GAF). Ce projet, mis en œuvre dans la région de Kolda au Sénégal, à la veille des élections locales de 2009, a visé une augmentation significative du nombre de femmes élues. Au sortir du processus de capitalisation, un film documentaire et un rapport de capitalisation sont produits.

Par ailleurs, à la demande du bureau d'ONU Femmes à New York, un film de capitalisation des expériences en matière de budget participatif et budget sensible au genre a été produit en vue d'alimenter un processus de partage international sur les outils de planification et de budgétisation sensibles au genre.

Appui à la capitalisation des expériences de VECO Sénégal et Gambie,

Dans le cadre du plan d'actions de VECO en 2011-2013, IED Afrique a animé un atelier d'initiation à la capitalisation, en juillet 2011, pour la définition des priorités et de la stratégie de capitalisation 2011-2013. Cette rencontre a permis de former l'équipe de VECO sur les aspects stratégiques et pratiques de la capitalisation des expériences.

Foire des savoirs de Niamey, Niger, juin 2010

IED Afrique a participé à la Foire des savoirs organisée par la FAO à Niamey qui a réuni une grande diversité d'acteurs régionaux et locaux porteurs d'expériences en matière d'agriculture durable en Afrique francophone. L'approche d'IED Afrique en matière de capitalisation a été présentée et a suscité beaucoup d'intérêts de la part des acteurs.

Forum Régional sur l'évaluation des marchés publics, Kenya, mai 2010

Organisé par la Banque Mondiale et le réseau ANSA, le forum régional sur l'évaluation des marchés publics a réuni 13 pays africains, avec comme objectif de renforcer la participation citoyenne. En fait, il s'agissait de partager les expériences d'évaluation participative des marchés publics de la demande à l'exécution en passant par les procédures de passation ; de partager les initiatives de la Banque

Mondiale et d'ANSA Africa dans ce domaine et de lancer un forum régional d'échanges et de promotion du contrôle citoyen des marchés publics. Les approches développées par IED Afrique, notamment en suivi-évaluation et en budget participatifs, ont été partagées.

Rencontre Régional du FIDAFRIQUE en Afrique de l'Est, Rwanda, septembre 2010

En partenariat avec ILEIA, le programme AGRIDAPE a participé à la rencontre du réseau FIDA en Afrique de l'Est, en septembre 2010. L'objectif de ce réseau est de promouvoir la capitalisation et la gestion des connaissances au sein des projets et programmes du FIDA dans la région. L'approche d'IED Afrique dans le cadre d'AGRIDAPE et du Réseau global AgriCultureS a été présentée suscitant un grand intérêt de la part des participants. La mise en place d'un mécanisme d'appui du réseau AgriCultureS, porté par ILEIA, à la dynamique en cours en Afrique de l'Est à travers l'organisation d'ateliers nationaux a été retenue.

Addis Share Fair, Ag-knowledge Africa, Ethiopie, octobre 2010

IED Afrique a pris part à la Foire des Savoirs Ag-knowledge Africa, co organisée par ILRI, CGIAR, FAO, FIDA et IKM, en octobre 2010, à Addis Abeba. Cette rencontre a permis à 350 acteurs de diverses institutions et pays d'échanger sur la gestion des connaissances agricoles et de se connecter à d'autres dynamiques en cours. IED Afrique y a représenté le réseau AgriCultureS et a animé une session sur la capitalisation des expériences comme élément majeur de la gestion des connaissances.

Rencontre thématique sur la parité au Sénégal, janvier 2011

En partenariat avec la Commission 'Femmes élues' de l'UAEL, IED Afrique et la CAEL ont organisé une journée d'échange avec les acteurs clés qui se sont toujours investis pour l'amélioration de la participation des femmes aux instances politiques de décision. Cette rencontre a été une contribution à l'harmonisation d'une compréhension commune, partagée sur cette loi qui suscite encore beaucoup de débats contradictoires.

Participation à la Foire des Connaissances de Rome, Septembre 2011

Cette rencontre s'inscrit dans la série de rencontres sur les savoirs agricoles co-organisée par ILRI, CGIAR, FAO, FIDA et IKM, pour le partage des expériences, des approches et outils de gestion des connaissances agricoles. L'objectif de cette rencontre a été d'échanger avec les participants d'horizons divers afin de renforcer la dimension gestion des connaissances dans les organisations locales, nationales et internationales. Cela a été l'occasion de visiter, également, les organisations internationales sises à Rome, telles que la FAO et le FIDA.

Rencontre régionale des programmes du FIDA en Afrique de l'Est, novembre 2011

Le programme, avec ILEIA et le réseau AgriCultureS, a participé à la rencontre régionale du FIDA en Afrique de l'Est, en novembre 2011, en Tanzanie. Cette rencontre annuelle des programmes et projets du FIDA dans la région, sur le thème « Managing for impact » a accordé une place centrale à la capitalisation et à la gestion des connaissances. Cela a été une occasion de présenter les résultats de l'appui du réseau, à quelques pays de la région, à travers des ateliers nationaux de capitalisation.



Partenaires Financiers 2010-2011

Programme	Période couverte	Partenaires financiers	Pays d'origine
Fond de Soutien aux stratégies d'adaptation aux changements climatiques [FSSA]	2010-2011	CRDI	CANADA
Promouvoir les conventions locales pour une gestion durable de la biodiversité au Sénégal	2010	UICN NL	NETHERLANDS
Forum d'action pour la gouvernance locale en Afrique francophone [FAGLAF]	2010-2011	WORLD BANK	ETATS UNIS
African Regreening initiative [ARI]	2011-2013	CIS-VU/FIDA	Pays-Bas
Partage des connaissances sur le Changement Climatique	2011	CRDI	CANADA
Agriculture à faible apport externe [AGRIDAPE]	2010-2011	ILEIA	Pays-Bas
ANSA-Africa implementation Activities in Francophone Africa	2010	IDASA	Afrique du Sud

Adaptation
IDRC * CRDI DFID Department for International Development



Bank Netherlands
BNPP
Partnership Programs

DFID Department for International Development



iied
International
Institute for
Environment and

UICN | Union internationale
pour la conservation de la nature

ileia
Centre for learning on
sustainable agriculture

**Chronic Poverty
Research Centre**

IDRC * **CRDI**

MISEREOR
EHR HILFSWERK

**Zuiderlandse
Zaken**

IED Afrique a constitué une équipe pluridisciplinaire
où les compétences se complètent
afin d'assurer une prise en compte systémique
des problématiques abordées.



Mamadou Bara
Gueye

Directeur de IED Afrique
baragueye@iedafrique.org
baragueye@orange.sn



Awa Faly Ba

Coordinatrice des
Programmes
awafba@orange.sn
awafba@iedafrique.org



Mamadou Fall

Chargé de programme Gestion
des Ressources Naturelles
mfall@iedafrique.org



Maimouna Dieng
Lagnane

Responsable administrative et
financière
maimadieng@orange.sn
maimadieng@iedafrique.org



Aly Faye

Assistant Stagiaire
en Communication
allykaram@iedafrique.org



Lancelot Soumelong
Ehode

Assistant Stagiaire en Mobilisation
des Ressources
ehodelancelot@iedafrique.org



Ndeye Fatou Athie

Technicienne de surface



Souleymane
Cissé

Assistant Stagiaire en Gouvernance
et Gestion des Ressources Naturelles
cissesouleye@iedafrique.org

Equipe
ied





Innovation, Environnement, Développement

24 Sacré Coeur III

BP 5579 Dakar Fann - Sénégal

Tél : +221 33 867 10 58 - Fax : +221 33 867 10 59